

jeudi 10 mai 2012

Vienne 2012 : petits pas pour un Moyen-Orient dénucléarisé (6)

La séance du 8 mai de la commission préparatoire à la Conférence du TNP (Traité de non-prolifération nucléaire) qui se déroule à Vienne a été consacrée à la problématique de la création d'une **zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient**. Cette proposition est contenue dans une résolution adoptée par consensus en 1995, lors de la Conférence du TNP. Elle fut reprise et soutenue avec insistance dans le texte du "*plan d'action*" de la Conférence du TNP de 2010. En application de ce plan, le Secrétaire général des Nations unies et les trois gouvernements "*sponsors*" de la résolution en 1995 (États-Unis, Royaume-Uni et Russie) ont missionné le ministre des Affaires étrangères de Finlande, M. Jaakko Laajava comme "*facilitateur*", pour organiser une **conférence sur la question en 2012 en Finlande**, en s'assurant du soutien des états de la région et de celui des états nucléaires.

M. Laajava a fait le point de ses efforts dans un rapport comportant des éléments encourageants mais aussi des interrogations. Il a mené une centaine d'entretiens auprès de tous les gouvernements de la région, des puissances nucléaires, des ONG internationales, de la société civile des pays concernés. Il n'a pas rencontré d'oppositions, il lui apparaît que **décembre 2012** serait la meilleure date pour cette Conférence et dans ce but, toutes les dispositions pratiques sont déjà prises. Mais... il n'a pas reçu une confirmation ferme de tous les états de la région sur leur participation à cette conférence, et il n'y a pas encore de confirmation de tous sur la date précise de la Conférence. Il conclut qu'il reste encore des efforts à faire pour surmonter les derniers obstacles.

Le débat qui a suivi le rapport de M. Laajava **n'a pas apporté d'éléments nouveaux** : tous les diplomates ont redit l'importance que leur pays attachait à cette Conférence, les conditions à remplir pour le succès de celle-ci mais sans proposition nouvelle précise.

Les pays non-alignés, tout comme le groupe des pays arabes ou l'Iran soutiennent la Conférence de 2012 mais insistent pour qu'Israël renonce à ses armes nucléaires et rejoigne le TNP comme pays non-nucléaire ("*non-doté*") et demandent l'accélération des efforts diplomatiques du "*facilitateur*". Les États-Unis ainsi que les trois pays "*sponsors*" insistent sur la responsabilité des pays de la région. Les USA estiment que la paix régionale est une condition voire un préalable à un accord et ont renouvelé leurs attaques sur la politique prolifératrice de l'Iran et de la Syrie.

Certaines ONG (voir [NPT News in Review](#) du 9 mai) relèvent que la "*conformité*" au Traité semble à plusieurs vitesses : certains états peuvent échapper depuis plus de 15 ans à la mise en oeuvre d'une Résolution adoptée par consensus, ou à la mise en oeuvre du chapitre VI sur le désarmement nucléaire alors que le manquement à d'autres articles sur le contrôle de la non-prolifération par ex, déclenche immédiatement des mesures de rétorsion.

C'est pourquoi la réussite de la mise sur pied de cette Conférence de décembre 2012 sur l'examen de la mise en oeuvre d'une zone sans armes nucléaires et de destruction massive au Moyen-Orient est **essentielle, tant en terme de paix et de détente régionales, qu'en terme de consolidation (et confiance) du TNP lui-même.**

Daniel Durand